

Une nouvelle crise de la dette aggravée par la crise du COVID 19

Document préparé par F.-X. Dupret – Cercle de Coopération 14.10.2020

1) Situation alarmante avant la pandémie

En 2018 la CNUCED publiait un rapport alarmant « [Debt Vulnerabilities in Developing Countries: A New Debt Trap?](#) » Ce rapport fait état d'une situation de pré-crise de la dette similaire à celle observée avant la crise de la dette des années 80. Avec 10 pays en surendettement, 17 pays en cessation de paiement et 39% des pays à faible revenu ayant des problèmes de soutenabilité de la dette. **Entre 2000 et 2017, la dette extérieure publique des pays du Sud a doublé, passant de 1300 à 2630 milliards de \$US.**

Sur les 70 pays dont le FMI évalue la soutenabilité de la dette, 34 étaient en défaut de paiement ou risquaient de l'être début 2020, contre seulement 17 en 2013. En décembre 2019, un rapport de la Banque mondiale évoquait l'augmentation de dette « [la plus importante, la plus rapide et la plus étendue des cinq dernières décennies](#) ».

Les facteurs ayant contribué à cette situation sont entre autres :

- La baisse du prix des matières premières
- L'utilisation d'instruments de financement privés pour financer l'infrastructure
- L'émission d'Eurobonds par les pays du Sud pour financer leur dette (Eurobombs)
- L'apparition de nouveaux créanciers (la Chine, les EAU qui à eux deux représentent environ 20% de la dette des pays africains)

2) La crise sanitaire COVID 19 renforce la risque d'insoutenabilité de la dette ou de risque de défaut de paiement pour de nombreux pays du Sud

Facteurs aggravant dues à la crise COVID 19:

- Rapatriement de moyens financiers des pays du Sud globalisé vers les économies les plus développées ce qui provoque notamment une chute des bourses des pays du Sud
- Dépenses extraordinaires engagées par les états pour faire face à la pandémie et ses effets sur les populations
- Baisse des recettes fiscales des états et des recettes liées à l'exportation de matières premières.
- Déclin des investissements directs dans les pays du Sud
- Net recul des envois de fond de la diaspora. Ces envois qui arrivent pour la plupart en devises fortes permettent aux États de trouver une partie des dollars, des euros ou d'autres monnaies fortes pour rembourser la dette publique externe.

3) État des lieux actuel et revendications de la société civile

En octobre 2020, le FMI s'inquiète des risques de défaut de paiement dans les pays les plus fragiles. Même si l'initiative de la suspension du service de la dette en avril 2020 approuvée par le G20 est un premier pas important. [Cet effort ne sera pas suffisant](#). Un effort beaucoup plus ambitieux est nécessaire pour faire face à cette crise sans précédents.

Dans une [lettre adressée aux chefs d'états](#) à l'occasion de la 75ème Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2020, des organisations de la société civile ont appelé les gouvernements à s'engager à mettre en œuvre les recommandations suivantes

- D'importantes annulations de dettes et l'établissement d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine au sein des Nations Unies qui permettrait d'aborder de manière globale la dette insoutenable et illégitime ;
- L'injection de liquidités proportionnelle au niveau des besoins des pays en développement par le biais d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS), combinée à une réallocation de ceux non utilisés ;
- La mise en place d'une convention fiscale sous l'égide des Nations Unies afin de s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, à la fraude fiscale des sociétés multinationales et aux autres flux financiers illicites à travers un processus intergouvernemental universel placé sous les auspices des Nations Unies ;
- Ordonner la tenue d'un Sommet international sur la reconstruction économique et la réforme systémique sous l'égide des Nations Unies afin d'avancer vers une nouvelle architecture économique mondiale qui fonctionne pour les personnes et la planète. Lors de la réunion des ministres des Finances du 8 septembre 2020, la Jamaïque, à titre national, a appelé les Nations Unies à convoquer une conférence axée sur la reprise économique après le COVID-19.

La mise en œuvre de ces recommandations doit prendre en compte le cadre des droits humains et doit garantir l'égalité entre les sexes ainsi que l'intégrité de l'environnement

Lecture :

[The G20 Debt Service Suspension Initiative: Draining out the Titanic with a bucket?](#) Eurodad, juillet 2020

[How the IMF Can Unlock Multilateral Debt Cancellation](#), Jubilee Debt Campaign, Octobre 2020

[Dette et COVID-19 : Une action mondiale et solidaire](#), Nations Unies , Avril 2020

Bodo Elmers, [La nature évolutive de la dette des pays en développement et solutions pour le changement](#). Eurodad. 2016